

# Ford Blanquefort : un avenir plus qu'incertain

Par [Amandine Cailhol](#) — 26 février 2019 à 20:46

Devant l'usine Ford de Blanquefort, le 18 février. Photo Georges Gobet. AFP

Après le refus lundi du géant américain de céder son site girondin à Punch, un groupe de travail est chargé de penser la suite.

«*Ce n'est pas une surprise*», grince le délégué CGC de l'usine Ford de Blanquefort Jean-Michel Caille. Lundi, le géant américain a définitivement refusé la reprise de son site girondin par Punch. Laissant craindre la fermeture du site début mars.

Pourquoi Ford refuse la reprise de l'usine ?

Le discours n'a pas bougé d'un iota : Ford veut «*rester concentré*» sur le PSE, meilleure solution selon lui pour les salariés. Philippe Poutou, délégué CGT du site, est amer : «*Ils n'ont jamais fait un geste pour la reprise.*» Le constructeur a-t-il été échaudé par l'échec en 2011 d'une première tentative de cession qui l'avait contraint à conserver Blanquefort ? Cette fois, l'Etat était prêt à décharger le groupe de ses responsabilités, balaie Poutou. «*Sauf que Ford aurait tout de même dû mettre la main à la poche*, poursuit-il. *Et ils ont calculé qu'une fermeture reviendrait moins cher.*» «*Ford veut quitter l'Europe et fait du site français un symbole. D'autres fermetures vont suivre. En Allemagne, des suppressions de postes sont annoncées*», pointe Caille, de la CGC.

La volonté de Trump de relocaliser l'emploi aux Etats-Unis a-t-elle joué ?

Les syndicalistes n'y croient pas, le projet de fermeture étant dans les tuyaux depuis dix ans. «*Mais ça a pu avoir un effet accélérateur*, estime l'élue CGC. *Avec Obama, notre ministre aurait peut-être eu un peu plus d'écoute.*»

Que peut faire le gouvernement ?

Pas grand-chose. Sauf dénoncer une «*attitude indigne*», comme l'a encore fait Benjamin Griveaux mardi. Mais il ne peut pas demander à Ford de rembourser les 15 millions d'aides publiques perçues ces dernières années, a aussi indiqué le porte-parole du gouvernement. Car l'américain a tenu ses engagements initiaux. Le secrétaire d'Etat a toutefois promis de le «*faire payer [...] pour les salariés, la dépollution du site, et la réindustrialisation du bassin*». Bercy ferme la porte à une nationalisation du site, préférant une autre piste visant à «*diversifier l'activité industrielle*». Un groupe de travail (Etat, élus locaux et représentants syndicaux) doit plancher sur l'avenir du site.

Qu'espèrent encore les syndicats ?

Poutou appelle le pouvoir à «*réquisitionner l'usine*» afin de donner une chance à l'implantation d'une nouvelle activité industrielle : «*Il faut une décision politique forte. Sans cela, il y a aura toujours plus de fermetures.*» Le cégétiste plaide pour un encadrement «*des aides versées aux*

*grands groupes permettant de récupérer l'argent ou les machines» en cas d'abus. La CGC, elle, milite pour un durcissement de la loi Florange. «Il ne faut pas simplement imposer aux entreprises de chercher un repreneur mais d'en trouver un», dit Caille. Quant à l'usine, «le seul petit espoir est désormais l'arrivée d'un industriel, voire, dans l'idéal, la venue malgré tout de Punch s'il parvenait à remplir son carnet de commandes». Et de conclure : «L'Etat a tenté de mettre la pression sur les autres constructeurs, mais que peut faire un gouvernement pour infléchir les décisions des grands groupes ?»*